

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

ONZIEME SESSION
Documents officiels



PREMIERE COMMISSION, 849e

SEANCE

**Mardi 19 février 1957,
à 10 h. 30**

New-York

SOMMAIRE

Point 55 de l'ordre du jour:

Question de Chypre (*suite*):

- a) Application à la population de l'île de Chypre, sous les auspices des Nations Unies, du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes;
- b) Plainte par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord touchant l'appui donné, de Grèce, au terrorisme à Chypre..... 245

Président: M. Víctor A. BELAUNDE (Pérou).

POINT 55 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de Chypre (A/3120 et Add.1, A/3204 et Add.1, A/C.1/788, A/C.1/L.168 à A/C.1/L.170) [suite]:

- a) **Application à la population de l'île de Chypre, sous les auspices des Nations Unies, du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes;**
- b) **Plainte par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord touchant l'appui donné, de Grèce, au terrorisme à Chypre**

1. M. AVEROFF-TOSSIZZA (Grèce) a écouté très attentivement les discours des représentants du Royaume-Uni (847ème et 848ème séances) et de la Turquie (848ème séance), avocats d'une cause perdue, moralement et juridiquement parlant. Ils ont plaidé leur cause d'une manière très brillante, mais ils ont eu recours, volontairement ou involontairement, à des arguments qui n'étaient pas dans le ton de la modération que le représentant de la Grèce avait tenu à garder en ouvrant le débat (847ème séance). Il entend conserver ce ton modéré en raison de l'amitié du peuple grec pour le peuple anglais, dont la grande majorité est favorable aux aspirations chypriotes, ainsi que des efforts considérables qui ont été faits en faveur de l'amitié gréco-turque.

2. M. Averoff-Tossizza voudrait, avant de répondre aux principaux points du discours du représentant du Royaume-Uni, présenter deux observations préliminaires.

3. En premier lieu, le Ministre d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni, M. Noble, a déclaré à la 847ème séance que, si la Grèce peut élever sa voix librement devant l'Organisation des Nations Unies, c'est parce que le Royaume-Uni l'a aidée au moment le plus critique. Le représentant de la Grèce fait observer que ce n'est pas son pays qui serait ingrat au point d'oublier l'aide que ses amis, petits et grands, lui ont prêté dans des heures difficiles. Mais il désire souligner que, si la Grèce a pu parler librement, c'est grâce,

avant tout, à la résolution avec laquelle son peuple a défendu sa liberté, sa patrie et son patrimoine. Il rappelle à la Commission qu'en 1940 son pays a pris le parti de la liberté en ayant pleine conscience que cela pouvait lui valoir l'extermination totale.

4. En second lieu, le représentant du Royaume-Uni a cité (847ème séance) une déclaration d'Eleutherios Venizelos lui faisant dire, inexactement, qu'il n'y avait pas de question chypriote entre le Gouvernement hellénique et le Gouvernement britannique. En réalité, le grand homme d'Etat grec a dit: "Il n'y a pas de question de Chypre entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement hellénique. La question de Chypre existe entre le Gouvernement britannique et le peuple de Chypre." Ces paroles ont été prononcées en 1931, au lendemain du soulèvement de Nicosie. Ces paroles étaient sages, mais elles contenaient aussi un avertissement. Il est regrettable que le Gouvernement britannique n'ait rien retenu de cet avertissement.

5. Abordant alors les points saillants du discours du représentant du Royaume-Uni, M. Averoff-Tossizza rappelle que M. Noble a affirmé que la Grèce apportait son aide à la guerre de libération à Chypre (847ème séance). Il fait observer que l'allégation selon laquelle des armes et des munitions auraient été envoyées par la valise diplomatique est au-dessous de tout. Il n'y a jamais eu de valise diplomatique, grande ou petite, au vrai sens du mot; il n'y a jamais eu autre chose qu'une grosse enveloppe, dont le volume et le poids excluent absolument qu'elle ait pu servir à envoyer des armes et des munitions. Le représentant de la Grèce déclare que, si son gouvernement avait organisé ces envois d'armes, avec les marins dont il disposait, le flot d'armes et de munitions aurait été constant. Le Gouvernement hellénique n'est pour rien dans cette affaire d'armes, et il le prouvera, non par des allégations vagues, mais d'une manière qui établira sa bonne foi aux yeux de tous.

6. Pour ce qui est du bateau à moteur *Agios Georgios*, c'est le seul bateau de ce genre que son pays n'a pas réussi à intercepter, malgré toutes les mesures qu'il a prises sur toutes ses côtes, qui s'étendent sur des milliers de kilomètres, et sur des centaines d'îles, pour empêcher ce trafic illicite.

7. Il peut y avoir en Grèce des fonctionnaires qui ont le désir ardent d'aider leurs frères de Chypre. Il se peut même que, dans leur ardeur, ils aient oublié les ordres du gouvernement. Mais le représentant de la Grèce soutient avec force que, malgré cela, le Gouvernement hellénique n'envoie pas d'armes ni de munitions à Chypre et qu'il prend des mesures spéciales pour empêcher de tels envois.

8. Parlant du journal de Grivas, sur lequel sont fondées la plupart des allégations britanniques, M. Averoff-Tossizza déclare qu'il lui paraît extrêmement curieux qu'un homme qui fait la guérilla dans une île assiégée, dans une île dotée de tous les moyens pour le combattre, ait eu le temps et l'imprudence de tenir un long

journal. Il ne prétend pas que le Gouvernement du Royaume-Uni ait forgé le document, mais il soutient qu'il y a des services au Royaume-Uni qui, dans le passé, ont, dans certains cas, forgé des documents que le Gouvernement britannique a utilisés de bonne foi.

9. La délégation de la Grèce est en possession de documents qui prouvent que, dans quatre cas au moins, les services secrets britanniques ont essayé d'arranger une mise en scène pour faire croire que le Gouvernement hellénique envoyait des armes à Chypre. La tactique a été analogue dans les quatre cas. Le représentant de la Grèce tient à relever que ce n'est pas le Gouvernement du Royaume-Uni ni ses services publics qui ont monté ces faux envois d'armes pour les attribuer à la Grèce; mais, si l'excès de zèle de certains organes de l'Intelligence Service avait réussi, la délégation britannique aurait probablement accusé le Gouvernement hellénique de ces envois.

10. Parlant de son projet de résolution qui tend à créer une commission d'enquête (A/C.1/L.170), le représentant de la Grèce déclare que seule une commission composée de membres neutres et impartiaux pourra établir les faits touchant les accusations lancées de part et d'autre ainsi que les causes véritables du problème de Chypre. Ces faits devront être relatés dans un rapport objectif qui sera présenté à l'Organisation des Nations Unies. Sans un tel rapport, la Première Commission ne pourra pas se prononcer sur le projet de résolution du Royaume-Uni (A/C.1/L.169).

11. Le représentant de la Grèce est en possession de 237 dépositions autographes d'anciens détenus grecs à Chypre, qui ont subi des tortures parfois inimaginables. Il déposera ces documents auprès du Secrétaire général, afin que le Président de la Première Commission et le Président de l'Assemblée générale puissent en prendre connaissance, en attendant qu'ils fassent l'objet d'une enquête approfondie de la part de la commission d'enquête dont la délégation grecque propose la création. Ces documents constituent des accusations graves, qui engagent sérieusement la responsabilité des services britanniques qui ont perpétré de tels actes et celle de leurs chefs. Si ces accusations sont exactes, elles expliqueraient dans une large mesure pourquoi la population chypriote s'est soulevée avec tant de fanatisme.

12. Le représentant du Royaume-Uni a invoqué le Traité de Lausanne¹. Le représentant de la Grèce a expliqué, à la 847^{ème} séance, pourquoi le Traité de Lausanne n'était nullement en opposition avec l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il n'est dit nulle part dans le Traité de Lausanne que le peuple chypriote soit condamné à vivre éternellement dans la servitude coloniale. Le traité reconnaît la souveraineté britannique sur l'île, mais il s'agit de la souveraineté sur un territoire non autonome, c'est-à-dire sur une colonie. Par conséquent, c'est en vain que le représentant du Royaume-Uni s'efforce de faire croire à la Commission que Chypre fait partie du territoire métropolitain du Royaume-Uni. Sous le régime de la Charte, les populations des territoires non autonomes sont placées sous la protection de l'Organisation des Nations Unies. Abolir le régime colonial et guider ces peuples vers l'autonomie et l'indépendance, telle est l'obligation première et sacrée des Puissances administrantes.

13. Rappelant que la résolution 648 (VII) de l'Assemblée générale a fixé une série de facteurs dont il

convient de tenir compte pour décider si un territoire est ou n'est pas un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes, M. Averoff-Tossizza dit que les principaux facteurs mentionnés s'appliquent au cas de Chypre. Tout ce que demande le peuple chypriote, c'est l'abolition du régime colonial et l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Quant à la Grèce, elle n'a aucune visée annexionniste, mais elle a assumé le devoir de défendre la liberté du peuple de Chypre. Aux termes de l'Article 103 de la Charte, en cas de conflit entre les obligations des Membres de l'Organisation des Nations Unies en vertu de la Charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, les premières doivent prévaloir.

14. Au sujet des objections que le Royaume-Uni a soulevées contre l'union de Chypre et de la Grèce, M. Averoff-Tossizza demande si, dans le cas où cette perspective n'existerait pas, le Gouvernement britannique serait disposé à libérer l'île. S'il en est ainsi, l'Assemblée générale saura certainement trouver les moyens appropriés pour calmer les appréhensions du Gouvernement britannique et pour lui permettre, sans craindre de violer le Traité de Lausanne, de remplir les obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et de rendre leur liberté aux Chypriotes.

15. Quant à la prétendue reconnaissance, par le Gouvernement britannique, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, M. Averoff-Tossizza estime que ce gouvernement n'a jamais réellement reconnu ce grand principe, du moins en ce qui concerne le peuple de Chypre. Pendant les pourparlers qui ont eu lieu entre Mgr Makarios et sir John Harding, gouverneur de Chypre, le Gouvernement britannique n'a jamais dit clairement ce qu'il était disposé à reconnaître. Le Gouvernement hellénique a publié sur ces négociations un Livre blanc, qui démontre l'ambiguïté des propositions formulées par le Gouvernement britannique. S'il est vrai que sir Anthony Eden, premier ministre, et M. Lennox-Boyd, secrétaire d'Etat aux colonies, ont reconnu le principe de la libre détermination, ils en ont, l'un et l'autre, subordonné l'application au seul jugement du Gouvernement britannique.

16. Pour la première fois, le Gouvernement britannique dévoile son intention de partager l'île entre la majorité de la population, soit les 80 pour 100 environ, et la minorité, 17,9 pour 100. Au premier abord, l'idée paraît simple, facile, et peut-être attrayante; on oublie cependant plusieurs choses et plusieurs détails. Chypre est une entité vivante. On ne peut la partager sans la tuer. Personne n'a le droit de parler du partage de Chypre. Chypre n'appartient qu'à son peuple, et à personne d'autre.

17. Outre que l'élément turc n'est nulle part sur l'île en majorité, qu'il manque de base territoriale et qu'il est mélangé inextricablement à l'élément majoritaire grec, le fait de reconnaître à une minorité le droit de disposer d'elle-même constituerait une innovation qui pourrait avoir de très sérieuses conséquences internationales. Il est évident que la minorité ou les minorités doivent se plier à la volonté de la majorité et s'y intégrer. La seule question qui se pose est celle de garantir la participation de tous, sans discrimination. M. Averoff-Tossizza déclare que, dans le cas d'un plébiscite, le droit international ne réserve aux minorités que le droit d'option, droit dont les éléments minoritaires peuvent se prévaloir. Du point de vue politique, juridique ou historique, c'est un non-sens que de re-

¹ Traité de paix signé à Lausanne le 24 juillet 1923. Voir Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. XXVIII, p. 12.

connaître à une minorité le droit de former une unité territoriale distincte. M. Averoff-Tossizza évoque les difficultés que soulèverait le partage d'un territoire qui ne s'y prête en aucune façon. Il serait inhumain, par exemple, d'opérer des transferts forcés de populations sur cette petite île et surtout en temps de paix.

18. Lord Radcliffe conclut, dans son rapport², qu'il serait impossible d'envisager, même dans le cadre de l'autonomie, la séparation politique des éléments grec et turc. Toutefois, le Gouvernement britannique ne suit les conseils de lord Radcliffe que quand cela lui plaît ou lui convient.

19. M. Averoff-Tossizza n'estime pas que le rapport de lord Radcliffe contienne des propositions sérieuses. A l'appui de cette affirmation, il cite plusieurs passages de ce rapport, notamment de la section D qui concerne les matières réservées au Gouverneur. Certes, il n'entend pas mettre en doute l'intégrité ni la compétence juridique de lord Radcliffe : celui-ci avait un mandat restrictif auquel il ne pouvait se soustraire. En tout cas, ces dispositions reviennent à dire que tous les fonctionnaires publics dépendent, non point du gouvernement local, mais du Gouverneur britannique. D'autres dispositions fondamentales sont conçues dans le même esprit et bien dignes du colonialisme libéral d'il y a deux siècles. Il n'est donc point curieux que le Gouvernement hellénique, tout en réservant sa position pour le cas où les Chypriotes auraient accepté ces propositions, ait rejeté le plan Radcliffe. Aucun gouvernement grec ne pourra jamais accepter une solution s'il n'est pas convaincu que cette solution sera acceptée par les Chypriotes eux-mêmes. Les représentants qualifiés du peuple de Chypre et le Gouvernement hellénique, désireux d'aboutir à une solution, ont reconnu qu'une période transitoire d'autonomie pourrait précéder l'exercice du droit de libre détermination.

20. M. Averoff-Tossizza répondra, à un stade ultérieur du débat, à tous les arguments avancés par le représentant de la Turquie.

21. M. Averoff-Tossizza conclut que, du point de vue juridique, la validité des aspirations chypriotes est clairement établie et qu'on ne pourra se prononcer sur ce qui se passe à Chypre sans une enquête approfondie d'une commission neutre.

22. Sir Percy SPENDER (Australie), après avoir rappelé que l'Assemblée générale, à sa neuvième session, avait considéré [résolution 814 (IX)] qu'il ne semblait pas opportun d'adopter une résolution sur la question de Chypre et qu'elle avait décidé, à sa dixième session (521ème séance plénière), de ne pas inscrire cette question à son ordre du jour, note que l'Australie s'intéresse vivement à la question de Chypre, à cause de l'amitié qui la lie aux trois parties intéressées. L'Australie a surtout le souci d'encourager la recherche d'une solution qui profite, non seulement aux principaux Etats intéressés, mais aussi et surtout au bien-être de la population même de l'île. La délégation australienne considère que la situation actuelle à Chypre n'est pas de nature à faciliter la solution du problème. Elle déplore le terrorisme sous toutes ses formes.

23. Sir Percy Spender estime que la négociation est la voie qui mène à la paix. A ce propos, on peut se demander comment il peut y avoir des négociations alors que les efforts que fait le Royaume-Uni pour parvenir à une solution se heurtent d'emblée à un refus. C'est ainsi que le Gouvernement hellénique a rejeté les

propositions contenues dans le rapport Radcliffe, sous prétexte qu'elles n'étaient pas sérieuses. De l'avis de la délégation australienne, une telle attitude d'esprit ne peut guère contribuer à une solution pacifique des difficultés.

24. Si éloignée qu'elle soit du centre du conflit, l'Australie s'est émue de voir la position qu'adoptait l'Eglise orthodoxe autocéphale sous l'impulsion de Mgr Makarios. Si elle admet l'idée d'une Eglise militante, celle d'une Eglise combattante lui paraît inconciliable avec la notion de direction spirituelle.

25. Passant ensuite à la question des intérêts de la Grèce à Chypre, sir Percy Spender relève, en premier lieu, que, pendant les 2.500 dernières années, Chypre n'a, à aucun moment, été placée sous la domination ou l'autorité directe de la Grèce. Durant cette longue période, l'île a eu quantité de maîtres : les Perses, les Romains, les Arabes, les Croisés, les Templiers, les Génois, les Vénitiens, les Turcs, les Anglais ; mais jamais elle n'a appartenu aux Grecs.

26. Deuxièmement, l'île fait partie des possessions du Royaume-Uni en vertu d'un traité international que personne ne met en question. On ne peut reconnaître à la Grèce aucun intérêt international dans l'île. Si l'on acceptait de reconnaître à un Etat quelconque un intérêt dans le territoire d'un autre Etat parce qu'un nombre considérable d'habitants de ce territoire ont quelque affinité ethnique avec le peuple de l'Etat qui revendique cet intérêt, le monde serait infiniment plus troublé qu'il ne l'est à présent. Le droit international n'admet pas ce genre de revendications.

27. Troisièmement, la Grèce n'est partie intéressée que parce qu'elle prétend que la grande majorité des Chypriotes sont d'origine grecque. Le représentant de l'Australie estime que cette prétention est des plus contestables. Du point de vue géographique, l'île ne fait pas partie de la Grèce.

28. Quatrièmement, le rôle que l'Organisation des Nations Unies peut tenir dans cette affaire est clairement tracé, du moins aux yeux de la délégation australienne. Puisqu'il est établi par traité, sans contestation possible, que Chypre fait partie des possessions du Royaume-Uni, il en résulte nécessairement que toute intervention de l'Organisation des Nations Unies dans les affaires intérieures de Chypre est exclue par les termes de l'Article 2, paragraphe 7, de la Charte des Nations Unies — et cela même dans l'interprétation la moins large — si l'on veut que cet article conserve un sens.

29. Cependant, un certain nombre de représentants n'admettent pas cette thèse ; aussi sir Percy Spender poursuivra-t-il son argumentation. Le seul motif — si l'on excepte celui des affinités ethniques des Chypriotes — que la Grèce ait invoqué pour soutenir que la question de Chypre relève de la compétence de l'Organisation des Nations Unies, c'est qu'en vertu de la Charte le peuple de Chypre a le droit de disposer de lui-même. Le représentant de l'Australie ne trouve pas ce droit inscrit dans la Charte. L'Article 55 de la Charte prévoit que les Nations Unies s'engagent à soutenir, notamment, le respect des droits de l'homme et les libertés fondamentales en se fondant "sur le respect du principe... du droit [des peuples] à disposer d'eux-mêmes", principe auquel l'Australie souscrit absolument. Cependant, l'engagement de favoriser des relations fondées sur un tel principe est une chose toute différente du droit, pour tous les peuples, de disposer d'eux-mêmes. Si ce droit existait, il pourrait être exercé immédiatement par tous les peuples. A supposer même que le droit de libre

² Lord Radcliffe, *Constitutional Proposals for Cyprus* (Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1956), Cmd. 42.

détermination existe, le fond de l'affaire n'en reste pas moins l'intention de la Grèce de réaliser ce qui est devenu la revendication principale de sa politique étrangère, à savoir l'*hénôsis* (union avec la Grèce), ce qui n'a rien, ou presque rien, à voir avec le droit du peuple chypriote à disposer de lui-même. Trop souvent, dans ces débats sur la libre détermination, ceux qui soulèvent cette question cherchent à décider eux-mêmes ce que doit être le sort politique des peuples qu'ils prétendent défendre. Ce ne sont plus les peuples qui disposent d'eux-mêmes; ce sont des Etats tiers qui entendent disposer d'eux. Le véritable motif qui guide la Grèce est le désir de réunir Chypre au territoire grec; tous ses appels fervents à la libre détermination des peuples ne sont qu'une manœuvre tactique.

30. La Grèce explique son intérêt pour la question de Chypre par le désir de défendre le droit du peuple de l'île à disposer de lui-même; mais personne ne peut douter que son dessein véritable est d'attirer Chypre dans l'orbite grecque. C'est un exemple de la politique expansionniste que mène actuellement le Gouvernement hellénique. Le mot *hénôsis*, qui signifie union, est devenu le cri de ralliement de ceux qui souhaitent voir la Grèce exercer sa souveraineté sur Chypre. Les prétentions de la Grèce sur l'île sont fondées sur le fait que la majorité de la population parle le grec; c'est le genre d'argument qui, mis en pratique ailleurs, pourrait être avancé pour justifier l'annexion de la Malaisie par la Chine. Ce genre de revendication soulève le très grave problème de la protection des minorités et explique l'intérêt bien légitime que le Gouvernement turc porte à l'avenir du peuple chypriote. Après tout, la Turquie a connu quelques expériences désagréables lorsque la Grèce a tenté, avec succès ou non, de s'emparer de territoires appartenant à la Turquie. On ne peut guère s'attendre qu'elle reste indifférente à la pensée qu'une île située à 50 milles de sa côte méridionale risque de tomber au pouvoir de la Grèce ou qu'elle soit insensible à l'aspect humanitaire de la question et ne s'inquiète pas de voir passer les quelque 100.000 Chypriotes de langue turque sous la souveraineté de la Grèce.

31. Le Gouvernement australien est fermement convaincu que les changements politiques doivent s'opérer progressivement; cette évolution se produit au cours de négociations pacifiques et devient impossible dans une atmosphère viciée par les effusions de sang et les violences. Or, on voit mal comment des négociations peuvent avoir lieu lorsque la radio d'Athènes — porte-parole du gouvernement — diffuse, à l'intention de Chypre, une propagande qui évoque étrangement celle qui s'adressait, à la veille de la deuxième guerre mondiale, aux Allemands des Sudètes, en Tchécoslovaquie.

32. Le Royaume-Uni a proposé aux Chypriotes une constitution et une forme d'autonomie dans le cadre du Commonwealth britannique. En même temps, il reconnaît le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en tenant compte de la situation internationale et des facteurs stratégiques qui, dans les circonstances actuelles, ne sont pas négligeables. Pour la *délégation* australienne, c'est uniquement l'intervention de la Grèce qui empêche le peuple chypriote d'accéder à l'autonomie, conformément aux propositions Radcliffe.

33. Le représentant de l'Australie estime que, si la Commission adoptait la thèse du représentant de la Grèce, les problèmes de l'autonomie et de l'indépendance seraient infiniment plus difficiles qu'ils ne le sont. Il est, au contraire, persuadé que, si l'Assemblée générale déclarait nettement qu'il s'agit d'une question qui doit être réglée sans l'intervention de l'Organisation

des Nations Unies, rien ne contribuerait davantage à la solution du problème.

34. M. GUNewardENE (Ceylan) déclare que la question de Chypre préoccupe beaucoup le gouvernement et la population de Ceylan qui ont avec le Royaume-Uni des liens anciens qui leur sont précieux et qui éprouvent d'autre part une grande admiration pour la Grèce et des sentiments d'amitié pour la Turquie.

35. Il apprécie la modération et la retenue dont les parties directement intéressées à la question ont fait preuve en présentant leurs thèses respectives devant la Commission. Toutefois, il ne peut s'empêcher de penser que l'atmosphère qui règne n'est guère propice à la solution du problème. Il comprend qu'on ait porté la question devant l'Organisation des Nations Unies pour attirer l'attention de l'opinion mondiale sur Chypre, mais il ne pense pas que cela aide à trouver une solution. Le fait demeure que Chypre est une colonie du Royaume-Uni, qui connaît aujourd'hui une expérience qu'ont partagée bien d'autres pays dont beaucoup sont parvenus à obtenir leur autonomie.

36. Le Royaume-Uni a montré qu'il respectait le principe de l'autonomie en l'accordant à des pays qui se trouvaient placés sous sa domination. Il est incontestable que le Gouvernement du Royaume-Uni a toujours été sensible à l'opinion publique. Il est donc regrettable que, quittant les voies battues de l'agitation constitutionnelle, les Chypriotes aient choisi le terrorisme comme moyen de parvenir à l'autonomie. Indépendamment des revendications respectivement présentées par la Grèce et la Turquie, le peuple de Chypre a le droit de disposer de lui-même, et ce droit, M. Gunewardene estime que le Gouvernement du Royaume-Uni l'a reconnu. Il comprend le vif désir de la Grèce d'amener les Chypriotes à se sentir Grecs eux-mêmes et de leur montrer que la Grèce aimerait les réunir à son Royaume. Mais ce désir n'est pas un argument. Le Gouvernement de Ceylan, pour sa part, ne souhaite nullement traiter de l'annexion de Chypre par la Grèce et ne peut accepter un seul instant l'idée de l'*hénôsis*. Le représentant de la Grèce lui-même a spontanément déclaré que l'annexion de Chypre n'était pas le but de son gouvernement (847^{ème} séance).

37. Pour ce qui est de la Turquie, le représentant de Ceylan ne voit pas comment ce pays pourrait formuler des revendications sur Chypre. Il est vrai que Chypre s'est trouvée, à une certaine époque, sous la domination turque, mais ce fait ne peut constituer une base de revendication. La proximité de Chypre ne peut, non plus, fournir un argument à la Turquie. La présence d'une minorité turque à Chypre ne retire pas aux Chypriotes le droit de disposer d'eux-mêmes. Il comprend que la Turquie soit préoccupée par le bien-être des Chypriotes d'origine turque ou qu'elle soit désireuse de voir la paix régner à Chypre et de savoir que ce pays, situé à 50 milles seulement de ses côtes, est bien gouverné. Mais, selon lui, la Turquie n'a pas à participer au gouvernement de Chypre. Il ne peut admettre non plus l'argument selon lequel Chypre intéresserait la sécurité de la Turquie, étant donné que la Turquie est membre du Pacte balkanique et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN), et étant donné la faible population de Chypre.

38. Ainsi, de même que la Grèce n'a pas le droit de prétendre annexer Chypre, de même que l'*hénôsis* doit être rejetée comme inacceptable aussi bien par l'Organisation des Nations Unies que par le Royaume-Uni ou le Commonwealth, de même il faut rejeter vigoureusement toute idée que la Turquie pourrait avoir des droits

sur Chypre. La question de Chypre doit être réglée par voie de négociation entre les Chypriotes et le Gouvernement du Royaume-Uni, dans un climat de calme et de paix. Les chefs responsables chypriotes ont certainement compris que seule une atmosphère plus calme peut conduire aux résultats qu'ils espèrent et, s'ils décident d'entamer des négociations, il est possible qu'ils obtiennent des résultats heureux. C'est le message que le représentant de Ceylan veut adresser au peuple chypriote. Le moment est venu pour les Chypriotes de faire cesser les actes de terrorisme qui ne peuvent être approuvés nulle part dans le monde.

39. M. Gunewardene fait appel au Gouvernement du Royaume-Uni pour qu'il adresse au peuple chypriote une déclaration indiquant que l'autonomie lui sera accordée dans un délai de cinq ans ou tout autre délai déterminé. Une telle déclaration, en même temps qu'une mesure d'amnistie pour les prisonniers politiques, en temps voulu, pourrait être très utile.

40. Il invite également le Gouvernement hellénique à exercer son influence morale à Chypre pour mettre fin au terrorisme et pour répandre l'idée que l'autonomie doit être obtenue par des voies pacifiques.

41. Le cours des événements a amplement démontré que les Chypriotes désirent se voir reconnaître le droit

de disposer d'eux-mêmes. Le Royaume-Uni doit en prendre acte. Il peut s'en assurer par un plébiscite ou au moyen d'une commission royale d'enquête. Une telle commission pourrait également rédiger pour Chypre une constitution accordant aux Chypriotes ce dernier élément d'autonomie qui fait défaut dans les propositions Radcliffe. La commission royale serait mieux à même de déterminer le genre de gouvernement que souhaite le peuple de Chypre et elle serait en mesure d'examiner la question des relations entre la minorité turque et la majorité grecque. Il n'est pas impossible de concevoir une constitution établissant des relations justes entre les deux groupes ethniques de Chypre. Si la présence d'une minorité était une raison pour refuser l'autonomie à un pays, aucune colonie ne serait jamais libre, ou elle devrait, du moins, attendre de longues années avant d'obtenir sa liberté.

42. Le représentant de Ceylan ne se juge pas en mesure de prendre position sur les projets de résolution qui ont été soumis à la Commission concernant la question de Chypre. Il aurait souhaité qu'aucun de ces projets de résolution n'ait été déposé et il espère qu'avec leur sens élevé de l'intégrité et de la justice, le Royaume-Uni et la Grèce trouveront eux-mêmes le moyen de régler leur différend.

La séance est levée à 12 h. 55.